



M. Zine el Abddine Ben ALI
Président de la République Tunisienne
s/c M. l'Ambassadeur de Tunisie en France
25 rue Barbet de Jouy
75007 Paris

Monique CERISIER ben GUIGA

*Sénatrice représentant les Français
établis hors de France*

Paris, le 27 septembre 2007

Vice-Présidente de la Commission des Affaires
étrangères, de la Défense et des Forces armées

Monsieur Président,

Je souhaite vous signaler la vive émotion que suscite en France l'annonce de la grève de la faim entamée par Maya Jribi, Secrétaire générale du Parti Démocratique Progressiste, et Maître Néjib Chebbi, Directeur de l'hebdomadaire "Al Mawkef", pour protester contre la menace imminente de les déloger des locaux que leur parti occupe depuis treize ans à Tunis.

La procédure judiciaire engagée en urgence par le propriétaire du bâtiment sous un prétexte fallacieux pour mettre fin au bail des locaux du PDP, de même que l'information selon laquelle la décision d'expulsion des lieux devrait intervenir lundi prochain, soulèvent l'indignation en France où est soulignée la volonté délibérée du gouvernement de mettre un terme aux activités du PDP par la voie d'une décision judiciaire réglant un contentieux en apparence immobilier et privé.

J'en appelle à vous, Monsieur le Président, pour que cette expulsion du PDP de ses locaux n'ait pas lieu et que le siège central de ce parti puisse conserver ce qui lui reste de liberté d'action politique. Cette expulsion, si elle avait lieu, serait considérée comme une menace grave envers la démocratie et s'ajouterait à tous les faits de nature équivalente qui entachent l'image de la Tunisie.

Je vous prie de d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma très haute considération

Monique Cerisier ben Guiga